

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.962

Demain à l'UNESCO

Célébration du 20e anniversaire de La Route de l'esclave

Ce mercredi 10 septembre, au siège de l'UNESCO à Paris, sera célébré le 20e anniversaire du projet La Route de l'esclave dans le monde, sur le thème : «Témoignages, empreintes et créativité». Cette célébration se déroulera en présence notamment de chefs d'État, du jazzman Marcus Miller, artiste de l'UNESCO pour la paix et porte-parole du projet La Route de l'esclave, et de la chanteuse China Moses.

Comme le rappelle à ce sujet le service Culture de l'UNESCO, «au-delà des souffrances, l'histoire de la traite négrière est aussi celle d'un combat finalement victorieux pour la liberté et pour les droits humains, symbolisé par le soulèvement des esclaves de Saint Domingue dans la nuit du 22 au 23 août 1791. Leur lutte a renforcé pour toujours la conscience de l'égalité de tous les êtres humains, et nous en sommes tous les héritiers directs. Cette vision émancipatrice doit nous guider dans nos efforts pour construire une culture de la tolérance et du respect».

Il ajoute: «La transmission de cette histoire, essentielle, nous aide également à mener le combat continu contre les nouvelles formes modernes d'esclavage et de traite des êtres humains, dont souffrent encore aujourd'hui plus de 20 millions de personnes dans le monde. C'est cet héritage précieux qui sera mis à l'honneur durant la journée de célébration du 20e anniversaire du projet La Route de l'esclave, au seuil du lancement de la Décennie des personnes d'ascendance africaine (2015-2024)».

La portée de ce projet précurseur, qui a permis d'approfondir la recherche et de mieux faire connaître les enjeux et les conséquences de cette tragédie humaine ainsi que ses interactions et héritages, sera illustrée à travers une table ronde, une cérémonie ponctuée de témoignages, de nombreuses performances artistiques et deux expo-



La Route de l'esclave rend hommage à nos ancêtres morts sans sépulture.

sitions: "Les Africains en Inde : du statut d'esclaves à celui de général et gouvernant" et "Témoignages, empreintes et créativité".

Cette célébration est l'occasion de rappeler que cette année est aussi celle du 10ème anniversaire du lancement de la Route de l'esclave et de l'engagé dans l'océan Indien, mis en œuvre de 2004 à 2013 dans 7 pays de l'Indianocéanie par le défunt directeur de la Chaire de l'UNESCO à l'Université de La Réunion avec de nombreux

partenaires. Et avant son décès en juillet dernier, Sudel Fuma avait déjà lancé le projet de commencer en décembre prochain à Fort-Dauphin (Madagascar) la célébration de cet anniversaire durant la décennie à venir. Françoise Vergès, ancienne présidente du Comité pour l'histoire et la mémoire de l'esclavage sera présente à cette cérémonie.

Un beau pique-nique de la Section communiste de Saint-Pierre pour construire une Réunion solidaire



Ce dimanche 7 septembre, la Section de Saint-Pierre du Parti Communiste Réunionnais a organisé un grand pique-nique convivial au Boulodrome de La Ravine Blanche sur le front de mer saint-pierrois. Plus d'une centaine de militantes et militants communistes saint-pierrois ainsi que des représentants de plusieurs Sections du PCR venus des diverses régions du pays ont participé à cette rencontre très chaleureuse.

Certes, les participants à ce pique-nique ont beaucoup apprécié la qualité de la gastronomie et de l'animation musicale réalisées par des camarades de la Section saint-pierroise pour ce pique-nique. Mais ils ont aussi et surtout été heureux des échanges qu'ils ont pu avoir entre eux, à la fois sur l'actualité réunionnaise ou dans le monde mais aussi sur les combats à mener ensemble dans le pays pour changer notre société et

notamment construire une Réunion solidaire.

D'ailleurs, dans cet esprit, Sylvie Mouniata, secrétaire de la Section communiste de Saint-Pierre, a souligné à plusieurs reprises la solidarité militante qui a marqué cette rencontre. Elle a remercié chaleureusement les camarades qui ont apporté leur soutien financier, gastronomique et autre pour organiser le pique-nique et pour préparer les combats à venir pour la libé-

Remise du rapport sur les finances des collectivités locales outre-mer

Nouvel élément au débat sur la sur-rémunération

Ce lundi 8 septembre 2014 vers 16 heures 30, le sénateur Georges Patient a adressé à la presse un communiqué pour annoncer le dépôt d'un rapport sur les finances des collectivités outre-mer. 4 heures plus tard, trois membres du gouvernement signent un communiqué commun dans lequel une proposition clé n'est pas nommée: la prise en compte de la sur-rémunération pour le calcul de la subvention versée par l'Etat aux collectivités outre-mer.

Le sénateur Georges Patient vient de déposer un rapport très attendu. Il fait le point sur la situation des finances des collectivités outre-mer. C'est le constat d'une situation bien plus vulnérable qu'en France. Dans un communiqué diffusé lundi après midi, il est question d'une «structure financière atypique par rapport à leurs homologues de Métropole, des dépenses supérieures en raison de leurs besoins de rattrapage, nécessite un traitement spécifique si l'on veut éviter un approfondissement et une pérennisation de la crise qu'elles connaissent déjà pour bon nombre d'elles. s.

Pour y remédier, voici ce qui est dit sur les propositions:

«Tout en mettant l'accent sur l'amélioration du rendement de la fiscalité directe locale, il insiste, entre autres propositions, sur la nécessaire révision du dispositif de péréquation, sur l'intégration dans le calcul de la dotation globale de fonctionnement d'un

dispositif permettant de prendre en charge l'effet de l'indexation des salaires dans la fonction publique communale, ainsi que sur une neutralisation des mesures de gel et de réduction de la DGF applicables au niveau national.»

Réponse du gouvernement

En début de soirée, George Pau-Langevin, ministre des Outre-mer, Marylise Lebranchu, ministre de la Décentralisation et de la Fonction publique, et Christian Eckert, secrétaire d'Etat au Budget, ont donné la position du gouvernement sur ce rapport.

Ils arrivent au constat d'une faiblesse structurelle de la fiscalité directe locale et une insuffisance des mécanismes de péréquation au regard des spécificités ultramarines. Ils mettent en avant les propositions suivantes:

«Plusieurs propositions visent à rechercher une meilleure équité et une meilleure efficacité de la fiscalité directe locale. D'autres formulent des pistes de réforme des dotations aux collectivités dans le sens d'une meilleure prise en compte de la démographie et d'une plus grande solidarité par de nouveaux mécanismes de péréquation. Enfin, le rapport plaide pour qu'une attention particulière soit accordée aux problématiques spécifiques à la Guyane, en raison de la prochaine évolution du territoire vers une collectivité unique issue de la fusion du conseil régional et du conseil général.»

Manifestement, ce communiqué dit que la réforme du calcul de la subvention de l'Etat, la DGF, doit mieux prendre en compte la démographie. Il ne fait pas référence à l'intégration des suppléments de salaire versés aux titulaires de la fonction publique.

Édito

«C'est quoi un infléchissement ? Où est l'alternative ?»

Ces questions ont été posées par le premier ministre Emmanuel Valls à destination de Martine Aubry qui avait souligné la nécessité d'infléchir la politique du gouvernement: réformer sans casser la croissance. Pour lui, il n'y a pas d'alternative à la politique menée actuellement, sous entendu celle qu'il a exposée au Medef. Ce à quoi, l'ancienne première secrétaire socialiste a répondu que certaines catégories d'entreprise sont réellement dans le besoin et doivent être aidées, mais pas les banques et celles qui préfèrent utiliser l'argent que leur a donné l'Etat pour distribuer aux actionnaires des dividendes plus importants.

La réaction de Valls ressemble à celle de Jospin quand il était premier ministre. A cette époque les fermetures d'entreprises succédaient à un rythme soutenu et les travailleurs résistaient dans des grèves de plus en plus dures. Interpelé pour orienter la situation en faveur des travailleurs, il a déclaré qu'il ne pouvait rien faire. Cela lui a coûté sa carrière.

«Où est l'alternative» peut aussi s'appliquer à la politique de la France au Moyen Orient. Hollande et Fabius étaient prêts à bombarder la Syrie. Ils en ont été dissuadés par une initiative de la Russie approuvée par les Etats Unis. Malgré ce dénouement inespéré, on apprendra par la suite que la France a livré des armes aux adversaires de Assad.

Le président de la République n'a jamais eu le feu vert de l'Assemblée nationale. Aujourd'hui, on est surpris que le gouvernement aille mener une croisade contre l'Etat Islamique créé par les fondamentalistes qui étaient les alliés de la France et de l'Occident contre la Syrie. C'est la preuve qu'il y avait bien une alternative: combattre les sanguinaires et non pas les aider.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
ÉMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

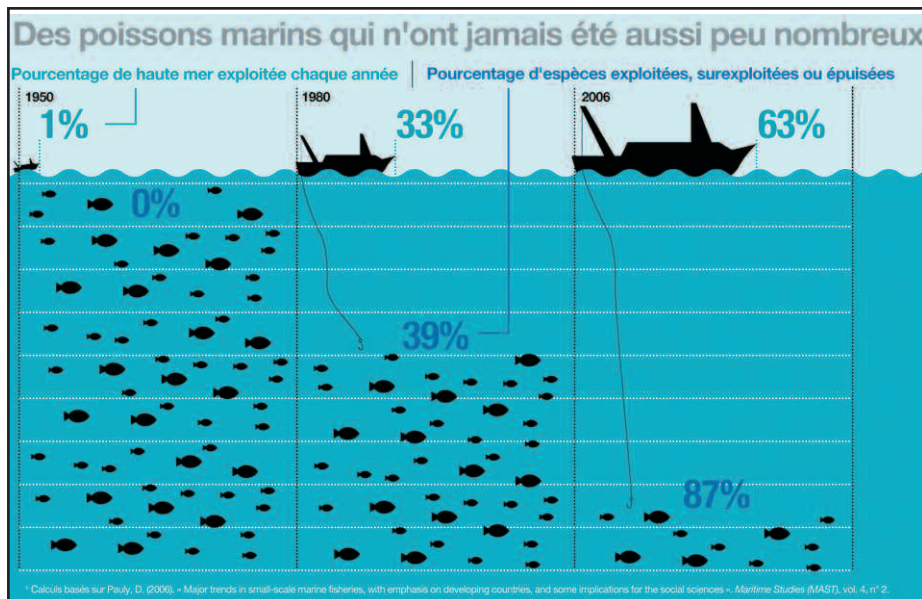
ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
ÉMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr

Pétition pour protéger la haute mer

«L'océan en danger»

Une pétition a été mise en ligne par Change.org sur la nécessité de préserver l'océan. Initié par Yann Arthus-Bertrand, président de la «Fondation GoodPlanet», la pétition vise à demander au secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, de lancer un appel en faveur de la protection de la haute mer et de la santé de l'océan.



«La haute mer est le symbole de notre fuite en avant»

Evoquant la surpêche, la pollution, le changement climatique, pour le documentariste de «Planète Océan», «aucun recoin de l'océan n'échappe à l'impact de l'homme». D'ailleurs, «la haute mer est le symbole de notre fuite en avant» a indiqué ce dernier, qui a expliqué que la «demande mondiale croissante en produits de la mer, soutenue par les progrès technologiques, nous pousse toujours plus loin, toujours plus profond. 2% des bateaux, véritables usines flottantes, sont responsables à eux seuls de 50% des captures de produits de la mer». Selon les données scientifiques, «si nous continuons à ce rythme, les espèces commerciales que nous avons l'habitude de consommer auront quasiment disparu d'ici 2050». L'écologiste a évoqué plusieurs avancées en matière de protection de l'océan, comme la pêche artisanale et responsable, la création des aires marines protégées, la mise en place de techniques innovantes et rentables pour «gérer les ressources et limiter la pollution sont autant de solutions viables et efficaces pour préserver le monde marin et ainsi assurer le bien-être de nombreuses populations dépendantes de la pêche». En vue des débats qui vont être engagés en septembre par l'Organisation des Nations unies (ONU) sur l'avenir de la haute mer et sur la manière dont celle-ci devrait être gouvernée, «nous devons tirer le meilleur parti de cette opportunité». Raison pour laquelle, la pétition «L'océan en danger» a été lancée dans plusieurs pays, afin de continuer «la mission pour un océan sain et vivant» et demander à Ban Ki-moon de «lancer un appel en faveur de la protection de la haute mer et de la santé de l'océan».

Les océans sont pillés par la pêche intensive, et le phénomène s'accélère.

Plusieurs versions de cette pétition ont été présentées en Afrique, au Canada, en Chine, en Inde, au Japon, en Amérique Latine, au Moyen Orient, en Russie, en Espagne, dans le Pacifique du Sud, au Royaume Uni, et d'un point de vue international par la «Global Ocean Commission» (Commission globale de l'Océan).

Il est temps d'agir

En avril 2013, Ban Ki-moon avait appelé les dirigeants du monde à «entreprendre des actions afin de protéger les mers et les océans, prévenant que la pollution, la surexploitation des ressources halieutiques, les changements climatiques et l'acidification menaçaient les fondations mêmes de toute forme de vie».

«Nous devons lancer une action réelle en temps opportun, aux niveaux national, régional et global, afin d'améliorer la santé des océans et de recouvrer et maintenir les ressources marines», avait-il déclaré dans un message lu par la Directrice générale de

l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, lors de la Conférence intitulée «La haute mer, avenir de l'humanité».

En dépit de ces bonnes volontés, les chiffres restent alarmants. 85% de nos ressources halieutiques sont pleinement exploitées, surexploitées ou en voie de disparition. De plus, «chaque année plus de 6,5 milliards de kilos de déchets sont déversés dans nos mers», a expliqué dans sa lettre Yann Arthus-Bertrand. Pour ce dernier, «Nous nous devons d'agir!».

Depuis quelques années, le secrétaire des Nations Unies insistait sur le fait qu'il est «temps de prendre des mesures plus fortes, plus concrètes et de déployer des efforts mieux concertés pour protéger nos océans». Des océans qui se réchauffent et dont l'acidification met en péril la faune et la flore marines. A cela s'ajoute, la montée du niveau des mers qui pourrait redessiner la carte du monde aux dépens de centaines de millions de personnes.

Céline Tabou

Les pires inondations depuis un demi-siècle dans cette région

Plus de 200 morts au Cachemire

Région souvent touchée par des inondations, le Pakistan et le nord de l'Inde connaissent depuis quelques jours des pluies torrentielles ayant causé la mort de plus de 200 personnes. Il s'agit des pires inondations connues dans la région depuis un demi-siècle.

Selon des responsables des services de secours au Cachemire, «la plupart des décès ont été causés par des effondrements de toit, des électrocutions et des glissements de terrain dans la province la plus peuplée du Pendjab pakistanais et dans la partie du Cachemire sous administration pakistanaise».

«Beaucoup de dégâts»

Selon Rizwan Naseer, responsable des services de secours dans la province, «les eaux ont commencé à baisser dans de nombreux quartiers de la capitale provinciale Lahore et d'autres quartiers, mais la situation était toujours précaire dans quatre districts: Jhelum, Sialkot, Nankana Sahib et Narowal».

Les habitants ont trouvé refuge sur les toits lundi 8 septembre, dans le Cachemire indien, en attendant que l'eau baisse. De nombreuses lignes téléphoniques ont été coupées dans la principale ville de la région du côté indien, Srinagar, et les routes étaient impraticables, compliquant le travail des secouristes.

Près de 350 villages ont été submergés. «Les inondations ont provoqué beaucoup de dégâts», a déclaré le ministre de l'Intérieur, Rajnath Singh, après une inspection près de Srinagar, principale ville du Cachemire indien. «Si tel est l'état de la ville, quel sera celui des zones rurales?», a-t-il ajouté. Des milliers de soldats, secouristes et policiers, soutenus par des hélicoptères et des bateaux, ont afflué dans la vallée du Cachemire pour fournir des couvertures, des tentes et de l'aide d'urgence.

Les secours tentent d'arriver

«Environ 750 sauveteurs sont sur les lieux, nos équipes ont déjà secouru 5.005 personnes», a expliqué Sandeep Rai Rathore, haut responsable de la

National Disaster Response Force, à l'Agence France Presse. Ce dernier a ajouté que «cela va continuer pendant plusieurs jours car le niveau de l'eau n'a pas encore baissé. Nous devons essayer de sauver toute vie humaine». D'autant plus que la rivière Jhelum a inondé une bonne partie de Srinagar pendant le week-end, coupant le réseau téléphonique et bloquant les déplacements.

«Les eaux montent sans discontinuer», a raconté Vinod Vishen, habitant d'un quartier huppé de Srinagar. D'autres témoins ont expliqué que «les vieilles maisons risquent de s'effondrer car l'eau ramollit les murs porteurs. La situation est très très sombre». Un responsable de la National Disaster

Management Authority a annoncé qu'officieusement, le nombre de victimes est supérieur à 150. Il s'agit d'une crue éclair. Heureusement personne ne se trouve sans aide».

Le Premier ministre indien, Narendra Modi, s'est rendu sur place dimanche 7 septembre, et a estimé qu'il s'agissait d'un «désastre d'ampleur nationale». Ce dernier a exprimé ses «sincères condoléances» aux sinistrés pakistanais, dans une lettre à son homologue Nawaz Sharif, proposant son aide.

Céline Tabou



Le Cachemire est une région où se rencontrent l'Inde, le Pakistan et la Chine. Cette région connaît des inondations sans précédent depuis 50 ans.

Un vote lourd de répercussion pour d'autres Etats européens

Vers une Ecosse indépendante?

Le 18 septembre, les Ecossais voteront le référendum pour dire «oui» ou «non» à l'indépendance de l'Ecosse, rattachée à la couronne d'Angleterre depuis 1707. Depuis les élections législatives de 2007, un fort mouvement indépendantiste a pris forme dans la région.



En Ecosse, la campagne du referendum bat son plein.

En 2007, le Parti national écossais (SNP) a formé le premier gouvernement indépendantiste de l'histoire de l'Écosse, quatre ans plus tard, le SNP obtient la majorité absolue des sièges (69 sur 1296) et, le 15 octobre 2012, le premier ministre David Cameron accorde aux Ecossais l'organisation en 2014 d'un référendum sur l'indépendance de l'Écosse.

Pour Alan Trench, adjoint de recherche honoraire à l'University College of London, la décentralisation est inévitable car «il y a clairement un débat qui monte à travers le Royaume-Uni sur ce que signifie l'union et où le lieu du pouvoir doit être». Ce dernier a estimé que «le Royaume-Uni dans 20 ans présentera un visage très différent du Royaume-Uni actuel. Et si ce n'est pas le cas, ce sera un navire très malheureux et instable».

Les yeux tournés vers ce vote

Le vote suscite l'intérêt des indépendantistes en Irlande du Nord, au Pays de Galles, et même dans certaines régions de l'Angleterre comme la Cornouailles (sud-ouest) ou le Yorkshire (nord-est). Ces derniers souhaitent lever la domination de Londres sur leur territoire, et «même si le non l'emporte, nous attendons des changements constitutionnels importants au

Royaume-Uni. Je pense que nous nous acheminons vers une union plus souple, peut-être une sorte d'union fédérale», a expliqué Graham Walker, professeur de sciences politiques à l'université Queen's de Belfast.

Ainsi, les trois principaux partis politiques du Royaume-Uni ont assuré qu'en cas de victoire du non, davantage de pouvoirs budgétaires seront octroyées au Parlement écossais. Ces possibilités sont également demandées par le parti indépendantiste gallois Plaid Cymru, comme les nationalistes d'Irlande du Nord ou le parti Mebyon Kernow qui fait campagne pour obtenir une assemblée en Cornouailles, a expliqué l'Agence France Presse.

En juillet 2014, les partis travailliste et conservateur ont également promis de laisser aux autorités locales le contrôle de plusieurs milliards de livres de dépenses, mettant la question de la décentralisation au centre de la campagne en vue des élections générales de mai 2015. De son côté, le Premier ministre conservateur, David Cameron s'est engagé à transférer une économie «trop tournée vers Londres et trop centralisée» vers l'Ecosse.

De son côté, le chef des travaillistes Ed Miliband a affirmé que son programme allait «inverser un siècle de centralisation». Les possibilités offertes par les partis britanniques ont poussé le Parti national écossais

(SNP) à s'engager auprès de certains archipels en leur accordant plus de pouvoir en cas d'indépendance et une part de la richesse pétrolière de la mer du Nord. Pour les partisans de l'indépendance, les promesses de Londres ne constituent qu'un geste «désespéré», à dix jours du vote.

Le choc du sondage

Plusieurs sondages ont été réalisés, mettant le «non» en avant. A la question, l'Écosse doit-elle être un pays indépendant?: 61% étaient contre entre les 4 et 7 août, 57% entre les 121 et 15 août, 53% entre le 28 août et le 2 septembre, et 49%, entre le 2 et le 5 septembre, d'après le sondage YouGov, pour le Sunday Times. Réel choc pour la classe politique, le renversement du sondage laisse présager un score serré entre les pro-et les anti-indépendance.

Les unionistes de «BetterTogether» (Meilleur ensemble), partisans d'un maintien de l'Écosse au sein du Royaume-Uni, ont été largement en tête des sondages pendant des mois. Mais l'écart avec les indépendantistes s'est considérablement réduit.

Selon Alistair Darling, directeur de la campagne «BetterTogether», le dernier sondage montre que le référendum «va être très serré». «Nous nous réjouissons de cette bataille», a-t-il ajouté, car pour ce dernier, «ce n'est pas la bataille d'Angleterre, c'est la bataille d'Écosse, pour les enfants de l'Écosse et les petits-enfants et les générations à venir. Nous allons gagner cette bataille».

Du côté du «oui», la victoire n'est pas là, car un autre sondage, Panelbase, donne le «non» en tête (48%) devant le oui (44%) et 8% d'indécis. Le directeur exécutif de la campagne pour le «oui», Blair Jenkins, a appelé à la concentration, car «même si ce sondage nous place légèrement devant, d'autres sondages montrent que nous avons encore des progrès à faire pour gagner».

L'école de la nuit (8)

La Grande Chaloupe

«Heureusement que tu n'as qu'une seule fois 17 ans dans ta vie», soupire Sigismond.

Les trois ados se mettent à rire. Les garçons se mettent à chanter d'une voix hésitante «Bon Anniversaire, Toila.» Dans le noir du tunnel, ça résonne. L'effet d'écho à gauche comme à droite leur donne l'impression que leur voix ne leur appartient pas, qu'il y a du monde au loin. Toilianti réclame les serviettes en papier pour les mettre dans son sac et se lève. Avec un unique portable, ils poursuivent leur chemin un peu plus légers. Tous les sens sont éveillés: l'oreille guette, le nez aspire, la peau sent, les yeux se fatiguent à distinguer des formes connues. Puis, un courant d'air chaud leur parvient par bouffées, l'odeur du vent marin, des herbes humides. Inconsciemment, ils sourient. Se dessine tout au fond un point bleuté qui s'agrandit peu à peu qui devient gros comme une pièce, comme une lune. La conversation renaît, s'anime, des paroles joyeuses, encourageantes, fusent. «Ce n'était pas si terrible», «tu vois, on pouvait le faire»: Toilianti est fière d'avoir gagné son pari. «C'est un anniversaire dont on se souviendra longtemps.»

Mais les conversations s'arrêtent net. «C'est quoi ça encore?...»

En travers de la sortie, une grosse silhouette se balance lentement de gauche à droite pour barrer le chemin. «EH HO!...», crie Sigismond.

-IL Y A QUELQU'UN?», renchérit Toilianti.

La grande ombre se découpe dans le ciel nocturne, et ne répond pas. Elle semble attendre et en même temps se dandiner davantage comme si elle faisait montre d'impatience. Les trois adolescents restent pétrifiés, ne sachant que faire.

«Ce n'est pas possible, balbutie Sigismond, on touche au but, et voilà qu'on nous barre le chemin...»

-Non mais, vous pensez une seule fois qu'on va faire demi-tour?, demande Lukas.

-Hors de question, dit Toilianti.

-Moi, je préfère rester assis jusqu'à ce qu'il s'en aille: il s'en ira bien, dit Sigismond.

-Oui, on fait comme ça...

-J'y vais avec la torche, dit Lukas. Et je vous dirai d'avancer.

-Fais bien attention!», murmure Toila. L'adolescent se baisse et ramasse des

pierres qu'il met dans la poche.

«Lukas a raison, ajoute Sigismond, nous aussi on va prendre des pierres, si Lukas revient en courant, on pourra le repousser.»

Et c'est l'attente pour les deux adolescents, tandis que Lukas s'avance. Une ou deux longues minutes s'écoulent, Lukas s'approche prudemment. Il appelle: «EH VOUS! SORTEZ DE LÀ!» Et il se met à lancer des pierres qui se perdent dans le noir. L'ombre ne bouge pas, les bras écartés.

Dépité, le jeune homme s'avance, de plus en plus, jetant une ou deux pierres qui se perdent dans la nuit étoilée. Toilianti et Sigismond entendent des mots. Ils attendent, inquiets. Puis, du bout du tunnel, leur parvient une voix claire qui lance: «APPROCHEZ! PAS DE DANGER, C'EST UN ARBRE MORT!...»

Sigismond et Toilianti soupirent, ils se prennent par la main et se mettent à courir vers la sortie du tunnel.

Les trois amis remontent la rue Paradis en riant de leur frayeur. «Eh, Sigi, c'est toi qui m'a dit que j'avais peur des fantômes?», lance Lukas.

Sigismond garde le silence, il ne fait pas le fier. «Désolé... Je suis désolé.» Ses camarades sont étonnés de la réponse. Le garçon athlétique a fait une découverte capitale, dans le tunnel, qui l'a sonnée: il se sait lâche. Tout n'était pas aussi simple qu'il ne l'avait pensé. Depuis, il commence à se méfier de lui-même. Et cette idée même curieusement le rend plus fort. Par l'acceptation de sa faiblesse, il est plus fort, mais il ne le sait pas. «On n'a pas fait que traverser le tunnel, dit-il simplement, on s'est traversé soi-

même». Toilianti soulagée répète: «Nous avons réussi à passer le tunnel. -À nous surpasser aussi.

-Passer 17 ans, c'est comme passer un tunnel», dit Sigismond.

Il a découvert que la peur fait aussi partie de la vie, de soi-même, de ses sentiments. Sans compter la peur de soi.

Sur le trottoir Sigismond salue ses amis et rentre de son côté. Il pense. Il n'est pas besoin de se mettre en avant, toujours. Être soi-même, cela suffit. Il l'a compris: à aucun moment, les autres n'avaient marché dans ses pas. Tous les trois, ils n'avaient pas marché sur le même chemin, ni dans la même direction. Pouvoir affronter la solitude est une grande chose aussi. Il se retourne vers ses camarades qui s'éloignent. Les deux silhouettes proches montent vers la résidence des Fleurs.

«Dis, Toila, demande Lukas, ton prénom... qu'est-ce qu'il veut dire en shimaorais?»

-Ça veut dire étoile.

-Je l'aurais parié», sourit le garçon.

Ils marchent côte à côte. Elle pose la tête sur son épaule. Elle apprécie enfin Lukas pour ce qu'il est vraiment, et non pas l'intello de service qui sait tout, ou celui qui est «marié avec son mouchoir»... Elle comprend qu'il ne faut pas s'arrêter aux apparences. Dans la vie, ce ne sont pas les plus forts qui l'emportent: il y a autre chose qu'on ne peut définir - autrement que par un mot frêle, et obscur comme un tunnel: la sincérité, ou peut-être la grâce.

Jean-Charles Angrand

À Madame Claude Nanquette,

Qui m'a aidé

À traverser le tunnel.



Otè!

I di pa, in min i lav l'ot !

Mi pans zot i souvien bien kan Prézidan té la, dann inn son bann diskour dsi l'anvironeman, li la anparl lénèrzi tèrmik la mèr. L'èr-la li la pass konm in kou d'pintir dsi La Rényon: li la di, sé isi, shé nou ké la fé léspèryans dann z'afèr-la. Li noré pi dir galman sé nou rényoné la péyé é sé l'édéèf ké la fé lo léspèryans. Mi koné pa si zot la vi son figir kan li lété apré kozé, mé si zot la agard ali, zot la pansé, mi sipoz, na in n'afèr k'i klosh pa rant sak li té apré di, é lo grimas dsi son figir.

Pou kosa grimasyé la? Pars, d'apré moin li la konpri tout in kou son lékrivinn diskour, té apré anbrouy ali. Kèl kalité l'anbrouy? Lé sinp. Té la réjyon, dann tan Paul Vergès l'avé domann in léspérimantasion konmsa... mé apré, l'ané2010, la droit mèm konplis avèk bann sosiyalis la désid détrikot tout bon projé la réjyon. Sé konmsa, k'in pé la trouv, nou té an avans par raport lé zot péi l'outre-mèr é té i falé, konm di lo kont dézabiy anou pou abiy lé zot. Sé konmsa ké l'édf la déside kontinyé l'espèryans dann la Martinik, épi obli anou dann projé-la. Zordi La Martinik lé dovan, La Rényon lé déyèr. Sétaki la manz la lène dsi nout do. Sétaki, la désid fé pèy anou l'insolans an avoir atak bann lobi pétrlyé.

Astèr, La Martinik, i sava fé in santral éléktrik dsi la baz lénèrzi tèrmik la mèr. Mèrsi gouvernman fransé! Mèrsi l'édf. Kalkil pa ni an vé bann martiniké, pars sak li sava fé la-ba, noré pi fèr osi isi, é dann tout bann zil konmsa tout nora été gagnan-gagnan... Dsi la késtyonn éstratézi, mi souvien moin la fé in éstaz. Tèi travay par group, dé par dé. Nout group téi travay avèk in n'ot dsu in éstratézi gagnan-gagnan. L'avé in ga léspri tort dann nout group. Li, son sèl l'anvi lété pou défrish l'ot. Sé konmsa, li la obli légzèrsis é li la mète in éstratézi pèrdan- gagnan, soi dizan gagnan pou nou, pèrdan pou lé zot. Mé pandann tan-la, l'ot osi la mète in éstratézi pèrdan pou nou, é gagnan pou li, Si tèlman k'inn konm l'ot nou la rotrov anou lo bèk dann lo?

Kèl réfléksyon i vien dann mon tèt? Lé méyèr kan ou i tavay a dé, ou sinonsa plizyèr, dsi in mèm pojé, konmsa inn i ède l'ot é l'ot i èd inn an ka d'difikilté. Sa i apèl la solidarité é sa sé in bon z'afèr. I di pa, in min i lav l'ot?

Justin

NB. In provèrb pou la rout: «La lang la poin lo zo!»...Kosa sa i vé dir? i vé dir i pé di n'inport kosa avèk la lang. Kisoï mantèr, kisoï la vérité. Kisoï zoli z'afèr, kisoï mové z'afèr; i konplimant, i jir, i pas la pintir, i fé lo bien, i fé lo mal. A oui, la lang la poin lo zo pou vréman.